

# POUR UN QUÉBEC FORT ET PROSPÈRE

MÉMOIRE PRÉBUDGÉTAIRE PRÉSENTÉ AU  
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

NICOLAS GAGNON

FÉDÉRATION CANADIENNE DES CONTRIBUABLES

## Table des matières

<b>À propos de la Fédération canadienne des contribuables</b>	2
Sommaire exécutif	3
<b>Stimulus fiscal</b>	5
Réduire d' un point de pourcentage les deux premiers paliers d'imposition des particuliers	6
Mettre fin à l'application de la TVQ sur les taxes spécifiques	8
Remplacer les subventions aux entreprises par une réduction de l'impôt corporatif pour stimuler la croissance	9
<b>Identifier des sources d'épargne dans les opérations gouvernementales</b>	11
Restructurer l'appareil gouvernemental québécois afin de ramener les effectifs au niveau pré-pandémique	13
Plaidoyer contre l'implantation de la taxe kilométrique	15
Passer en revue les programmes gouvernementaux	17
Conclusion	19

## À propos de la Fédération canadienne des contribuables

La Fédération canadienne des contribuables (FCC) est un organisme citoyen à but non-lucratif, non partisan, qui lutte pour moins d'impôts, moins de gaspillage et plus d'imputabilité au gouvernement. La FCC a été fondée en Saskatchewan en 1990 lorsque l'Association of Saskatchewan Taxpayers et la Resolution One Association of Alberta ont joint leurs forces afin de créer une association nationale de défense des contribuables. Aujourd'hui, la FCC compte sur l'appui de plus de 235 000 supporters à travers le pays.

La FCC a un bureau fédéral à Ottawa, ainsi que des bureaux régionaux en Colombie-Britannique, en Alberta, dans les Prairies (SK et MB), en Ontario, au Québec et dans le Canada Atlantique (NB, IPE, NÉ et TNL). Les bureaux régionaux de la FCC font de la recherche et des activités en lien avec leur mission de défense des contribuables de leurs régions, en plus de leur rôle de représentants locaux d'initiatives pancanadiennes.

Les bureaux régionaux de la FCC font des centaines d'entrevues chaque mois, tiennent des conférences de presse et émettent régulièrement des communiqués de presse, lettres d'opinion et autres publications au nom de tous les supporters de la FCC. La publication phare de la FCC, le magazine The Taxpayer (en anglais seulement) est publiée trois fois par an. Les courriels Info-action sont envoyés au fur et à mesure que des enjeux font surface. Les bureaux de la FCC envoient aussi des commentaires semi-hebdomadaires à plus de 800 médias et personnalités publiques dans l'ensemble du pays.

Chaque contribuable canadien supportant la mission de la Fédération canadienne des contribuables peut, gratuitement, devenir l'un de nos sympathisants en s'inscrivant à notre liste d'envoi Info-action. Les sympathisants ayant fait un don peuvent aussi recevoir notre publication phare, le magazine The Taxpayer (en anglais), publié 3 fois par an.

La FCC est indépendante de toute affiliation institutionnelle ou partisane. Il est interdit à l'ensemble du personnel, du conseil d'administration et des représentants de la FCC d'être membre d'un parti politique. En 2021-2022, le FCC a collecté 5,1 millions de dollars grâce à 45 509 dons. Les dons ne sont pas déductibles en tant que contribution caritative et la FCC n'accepte pas de financement étranger.

## Sommaire exécutif

La croissance économique du Québec post-pandémie a été rigoureuse, mais la hausse fulgurante du coût de la vie plombe le portefeuille des Québécois, alors que la menace récessionniste assombrit les perspectives économiques.

L'inflation et les hausses de taux de la Banque du Canada font partie des multiples facteurs qui créent un stress économique, présentement ressenti par près de 85 % des Québécois<sup>1</sup>.

À l'instar des contribuables, le gouvernement du Québec est également confronté aux turbulences économiques.

Les scénarios présentés par le ministre des Finances lors de sa Mise à jour économique d'automne 2022 concluent que l'économie québécoise connaîtra sous peu une récession<sup>2</sup>, à un point où la croissance du PIB passera de 3,1 % à 0,7 %<sup>3</sup> au courant de l'année 2023.

Si une gestion adéquate des finances publiques a permis au gouvernement du Québec de réduire son déficit structurel de près de moitié<sup>4</sup> lors du dernier exercice financier, la *Mise à jour économique d'automne 2022* dresse un portrait moins reluisant.

Malgré la hausse de ces revenus, le gouvernement est aux prises avec un déficit de 5,2 milliards<sup>5</sup> de dollars cette année, en plus de prévoir cumuler près de 16,1 milliards en déficits supplémentaires au courant des cinq prochaines années.

La dette de la province continue sa croissance, atteignant 211<sup>6</sup> milliards de dollars lors du budget déposé en mars 2022. À eux seuls, les frais d'intérêts sur celle-ci représentent une dépense de 8,8 milliards<sup>7</sup> de dollars pour les contribuables québécois cette année.

Pour la prochaine année financière, le défi du gouvernement sera de trouver suffisamment de sources d'épargne pour revenir à un niveau financièrement viable, tout en prenant les bonnes actions pour relancer l'économie et soutenir les contribuables.

C'est ce que cherchent à accomplir les mesures proposées dans ce mémoire. Nous proposons des mesures d'impôts pour les particuliers et les entreprises afin de permettre aux Québécois de passer au travers de la récession imminente, en plus d'aider le gouvernement à réduire sa lourdeur administrative.

---

<sup>1</sup> <https://www.centraide-mtl.org/indice-anxiete-financiere/>

<sup>2</sup> [http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2022-2023/documents/Budget2223\\_PlanBudgetaire.pdf#page=38](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2022-2023/documents/Budget2223_PlanBudgetaire.pdf#page=38)

<sup>3</sup> [https://www.finances.gouv.qc.ca/Budget\\_et\\_mise\\_a\\_jour/maj/documents/AUTFR\\_lepointDec2022.pdf#page=8](https://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/maj/documents/AUTFR_lepointDec2022.pdf#page=8)

<sup>4</sup> [http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2022-2023/documents/Budget2223\\_PlanBudgetaire.pdf#page=26](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2022-2023/documents/Budget2223_PlanBudgetaire.pdf#page=26)

<sup>5</sup> [http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget\\_et\\_mise\\_a\\_jour/maj/documents/AUTFR\\_lepointDec2022.pdf#page=11](http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/maj/documents/AUTFR_lepointDec2022.pdf#page=11)

<sup>6</sup> [http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget\\_et\\_mise\\_a\\_jour/maj/documents/AUTFR\\_lepointDec2022.pdf#page=18](http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/maj/documents/AUTFR_lepointDec2022.pdf#page=18)

<sup>7</sup>

[http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget\\_et\\_mise\\_a\\_jour/maj/documents/AUTFR\\_lepointDec2022.pdf#page=137](http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/maj/documents/AUTFR_lepointDec2022.pdf#page=137)

Nous identifions aussi une série de stratégies et de domaines d'action permettant de réaliser des économies budgétaires. Nos mesures sont :

- Réduire d' un point de pourcentage les deux premiers paliers d'imposition;
- Mettre fin à l'application de la TVQ sur les taxes spécifiques;
- Remplacer les subventions aux entreprises par une réduction de l'impôt corporatif pour stimuler la croissance;
- Restructurer l'appareil gouvernemental québécois afin de ramener les effectifs au niveau pré-pandémique;
- Ne pas implanter la taxe kilométrique
- Passer en revue les programmes gouvernementaux avec la réduction des dépenses comme objectif.

Grâce à ces recommandations, nous sommes confiants que le Québec pourra se remettre rapidement des turbulences économiques qui s'annoncent, tout

<b>Mesures chiffrées*</b>	<b>Stimulus fiscal</b>	<b>Épargne budgétaire</b>
Réduire d' un point de pourcentage les deux premiers paliers d'imposition	1,7 \$	
Mettre fin à l'application de la TVQ sur les taxes spécifiques	0,3\$	
Remplacer les subventions aux entreprises par des baisses d'impôt	4,0\$	4,0\$
Restructurer l'appareil gouvernemental québécois afin de ramener le niveau des effectifs à celui pré-pandémique		7,0\$
<b>Total per catégorie</b>	6,0\$	11 \$
<b>Impact budgétaire net</b>		5 \$

\* En milliards de dollars canadiens

## Stimulus fiscaux

Lors de son discours d'ouverture de la 43e législature, le Premier ministre a martelé, avec raisons, l'importance de créer de la richesse afin que le Québec réduise ses écarts de richesses<sup>8</sup> avec le reste du pays. Il a également répété l'engagement de son gouvernement concernant les allègements fiscaux<sup>9</sup> promis lors des dernières élections.

Ces allègements fiscaux incluent les très attendues baisses d'impôts de 2,5 % étalées sur 10 ans pour les deux premiers paliers d'imposition<sup>10</sup>.

D'autre part, le gouvernement du Québec s'est donné un horizon de 15 ans pour combler l'écart de richesse de 12,8 pour cent qu'il entretient avec l'Ontario.<sup>11</sup> Pour ce faire, le gouvernement a identifié l'accroissement de la productivité comme principal levier.

Et dans l'espoir d'augmenter la productivité, le gouvernement a identifié trois axes:

1. Stimuler la productivité des entreprises
2. Soutenir la création d'emploi
3. Maintenir la croissance de l'économie québécoise

Le défi sera d'autant plus important en considérant qu'une récession pourrait considérablement ralentir la croissance de l'économie québécoise dès 2023. Face à une période d'incertitude, le gouvernement doit donner une marge de manœuvre aux contribuables.

En réduisant le fardeau fiscal des particuliers et des entreprises, le gouvernement du Québec peut accomplir ses deux objectifs: protéger le pouvoir d'achat des Québécois et soutenir la croissance de l'économie québécoise.

Il existe une importante littérature économique<sup>12,13,14,15,16</sup> montrant un lien clair entre la réduction du fardeau fiscal et la croissance économique. Considérant que les Québécois et Québécoises ont le fardeau fiscal le plus élevé en Amérique du Nord, à 38,8 pour cent du PIB,<sup>17</sup> il y a place à le réduire pour stimuler l'économie de la province.

---

<sup>8</sup> <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1937570/ouverture-legault-assemblee-nationale-discours>

<sup>9</sup> <https://coalitionavenirquebec.org/fr/blog/2022/12/08/mise-en-place-du-bouclier-anti-inflation/>

<sup>10</sup> <https://www.journaldequebec.com/2022/08/29/bouclier-anti-inflation-la-caq-promet-une-baisse-dimpot-de-1>

<sup>11</sup>

[https://www.finances.gouv.qc.ca/Budget\\_et\\_mise\\_a\\_jour/maj/documents/AUTFR\\_lepointDec2022.pdf#page=20](https://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/maj/documents/AUTFR_lepointDec2022.pdf#page=20)

<sup>12</sup> <https://academic.oup.com/qje/article-abstract/133/4/1803/4880451?redirectedFrom=fulltext>

<sup>13</sup> <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/pol.20170241&&from=f>

<sup>14</sup> [https://www.nber.org/system/files/working\\_papers/w20753/w20753.pdf](https://www.nber.org/system/files/working_papers/w20753/w20753.pdf)

<sup>15</sup> <https://www.journals.uchicago.edu/doi/abs/10.1086/701424>

<sup>16</sup> <https://www.jstor.org/stable/41789231>

<sup>17</sup> <https://cffp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2022/01/Bilan2022.pdf>

Les recommandations de cette section se concentreront donc sur la réduction du fardeau fiscal des Québécois et Québécoises afin d'accroître la prospérité de la province.

## Réduire d' un point de pourcentage les deux premiers paliers d'imposition des particuliers

### Stimulus fiscal estimé pour 2023-2024: 1,7 milliards de dollars

L'inflation a durement touché les familles québécoises au cours de la dernière année. Les Canadiens et Canadiennes ont fait face à une augmentation moyenne de 6,9 pour cent du coût de la vie dans les douze derniers mois.<sup>18</sup> Les Québécois et Québécoises ont observé une augmentation moyenne des prix 6,4 pour cent par rapport à la même période l'an dernier.<sup>19</sup>

Cela contraste avec la hausse moyenne annuelle du niveau des prix de 1,3 pour cent<sup>20</sup> au Québec au cours des cinq années précédant la pandémie.

En 2020, l'impôt sur le revenu représentait un coût équivalent à 17 pour cent<sup>21</sup> des revenus des Québécois et Québécoises. Il s'agit d'un montant significatif, et cela ne représente qu'un seul des nombreux types de taxes imposées aux familles québécoises.

Au courant de la prochaine année, le fardeau fiscal des Québécois sera d'autant plus lourd avec les hausses des taxes foncières et les hausses de charges sociales<sup>22</sup>. Il est urgent pour le gouvernement de mettre en place des mesures concrètes pour soulager le poids sur les épaules des contribuables.

La Fédération canadienne des contribuables milite depuis plusieurs années pour obtenir des baisses d'impôts pour les contribuables. Nous avons souligné les baisses d'impôts<sup>23</sup> promises dans le cadre des dernières élections et demandons maintenant qu'elles soient déployées par ce gouvernement.

La dernière baisse d'impôt sur le revenu remonte à la période 2001-2002 (3,5 milliards). D'autres mesures ont été déployées depuis (taxe scolaire, frais de service de garde, etc.), mais il est temps d'aider les contribuables à la source.

---

<sup>18</sup> <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221116/dq221116a-fra.htm>

<sup>19</sup> <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1810000402>

<sup>20</sup> <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/tv.action?pid=1810000501&pickMembers%5B0%5D=1.11&cubeTimeFrame.startYear=2015&cubeTimeFrame.endYear=2020&referencePeriods=20150101%2C20200101>

<sup>21</sup> <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/cv.action?pid=1110005501>

<sup>22</sup> <http://www.contribuables.ca/media/2023-CFNA-rapport-fcc.pdf>

<sup>23</sup> <https://www.journaldemontreal.com/2022/08/30/baisse-dimpots-la-federation-canadienne-des-contribuables-salue-cette-promesse-electorale>

Il est important de noter que la littérature économique établit un lien clair entre la réduction du fardeau fiscal et la croissance économique.<sup>24,25,26</sup>

Tel que le note le gouvernement dans *Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2022*, la province pourrait voir à court terme sa croissance économique perturbée par une récession.<sup>27</sup>

Il faut également considérer que les ménages québécois ont un revenu disponible qui est près de 10 pour cent sous la moyenne nationale.<sup>28</sup> Après le passage du fisc, les contribuables québécois ont moins d'argent disponible pour dépenser dans les commerces locaux ou investir dans l'économie locale.

Il existe un lien clair entre le revenu disponible des ménages et la consommation des ménages,<sup>29,30</sup> et entre la consommation des ménages et la croissance du PIB. Il existe aussi un lien clair entre l'épargne des ménages et l'investissement privé.<sup>31</sup>

En réduisant d'un point de pourcentage les deux premiers paliers d'imposition sur le revenu des ménages québécois, le gouvernement pourrait directement injecter près de 1,7 milliard de dollars dans l'économie locale dès 2023.<sup>32</sup>

Le tableau ci-dessous illustre l'effet que de telles réductions dans les factures d'impôt sur le revenu auraient sur les portefeuilles des Québécois et Québécoises en 2023:

<b>Revenu imposable</b>	<b>Facture d'impôt provincial actuelle</b>	<b>Facture d'impôt avec la réduction suggérée</b>	<b>Épargne découlant de l'approche suggérée</b>
30 000 \$	2079 \$	1970 \$	<b>109 \$</b>
50 000 \$	5364 \$	5036 \$	<b>328 \$</b>
80 000 \$	11 264 \$	10 636 \$	<b>628 \$</b>

Source: UFile / Chaire en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke<sup>33</sup>

<sup>24</sup>[https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/09\\_effects\\_income\\_tax\\_changes\\_economic\\_growth\\_gale\\_samwick.pdf](https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/09_effects_income_tax_changes_economic_growth_gale_samwick.pdf)

<sup>25</sup> <https://www.taxpolicycenter.org/briefing-book/how-do-taxes-affect-economy-long-run>

<sup>26</sup><https://taxfoundation.org/what-evidence-taxes-and-growth/#:~:text=In%20sum%2C%20the%20U.S.%20tax,a%20higher%20standard%20of%20living.>

<sup>27</sup>[http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget\\_et\\_mise\\_a\\_jour/maj/documents/AUTFR\\_lepointDec2022.pdf#page=20](http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/maj/documents/AUTFR_lepointDec2022.pdf#page=20)

<sup>28</sup> <https://statistique.quebec.ca/en/produit/tableau/per-capita-disposable-income-canada-provinces-and-territories>

<sup>29</sup> <http://www.econ2.jhu.edu/people/ccarroll/papers/cos-wealtheffects-literature/papers/macklem.pdf>

<sup>30</sup> <https://www.atlantis-press.com/proceedings/emehss-17/25874812>

<sup>31</sup> <https://www.jstor.org/stable/2117526?seq=1>

<sup>32</sup> <https://cffp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2022/12/MaJQc-2022-Final.pdf>

<sup>33</sup><https://www.ledevoir.com/politique/quebec/750618/elections-quebecoises-queles-sont-les-baisses-d-impots-promises-par-les-partis>



## Mettre fin à l'application de la TVQ sur les taxes spécifiques

### Stimulus fiscal estimé : 272 millions de dollars en stimulus fiscal

Lorsque les Québécois et Québécoises achètent des produits et services soumis à une taxe spécifique, tels l'alcool et les carburants, ils se trouvent dans une situation où ils paient une taxe de vente sur le montant de taxe incluse dans le prix de leur produit. Cela crée une situation connue comme une « taxe sur la taxe, » où l'imposition initiale est à nouveau imposée.

Ce phénomène de double taxation contrevient au principe même de la taxe à la consommation, où ce n'est plus que le produit ou le service consommé qui est taxé, mais bien la ponction fiscale initiale effectuée. Chaque année, ce phénomène coûte des centaines de millions de dollars aux Québécois et Québécoises, et ce peu importe leur niveau de revenu.

Afin de dresser un meilleur comparatif, l'année budgétaire 2021-22 a été sélectionnée pour dresser un estimé plus fidèle des revenus tirés de cette double taxation. À titre indicatif, l'application de la taxe de vente du Québec sur les taxes spécifiques a coûté 253 millions de dollars aux ménages québécois en 2020-21.<sup>34</sup>

Taxe	Revenu (en millions)
Taxe sur les carburants	2 090 \$
Taxe sur les boissons alcooliques	638 \$
<b>TOTAL :</b>	<b>2 728 \$</b>
<b>Revenus de TVQ tirés de la double-taxation :</b>	<b>272 \$</b>

Source : Comptes publics 2021-2022, volume 1

En 2021-2022, le gouvernement a récolté près de 2,7 milliards de dollars à l'aide de ses taxes spécifiques sur l'alcool et les carburants.<sup>35</sup> Cela implique 272 millions de dollars en revenus de taxe de vente du Québec facturée sur les taxes spécifiques.

Cette double taxation ne s'applique pas dans toutes les provinces canadiennes. Les citoyens de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba ne paient aucune taxe de vente provinciale facturée sur leurs taxes spécifiques.<sup>36</sup>

Nous recommandons au gouvernement du Québec d'effectuer le calcul de la taxe de vente du Québec sur le prix de vente avant l'application de ses taxes spécifiques. Nous estimons que cela permettrait aux contribuables québécois d'épargner 272 millions de dollars par année.

<sup>34</sup> [http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR\\_vol1-2020-2021.pdf](http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol1-2020-2021.pdf)

<sup>35</sup> [http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR\\_vol1-2021-2022.pdf](http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol1-2021-2022.pdf)

<sup>36</sup> [http://www.taxpayer.com/media/2020\\_CTF\\_GTHD\\_FRENCH.pdf](http://www.taxpayer.com/media/2020_CTF_GTHD_FRENCH.pdf)

## Remplacer les subventions aux entreprises par une réduction de l'impôt corporatif pour stimuler la croissance

### Impact estimé : 4 milliards en épargne budgétaire et 4 milliards en stimulus fiscal

Pour combler son écart de richesse avec l'Ontario, le gouvernement du Québec a choisi de miser sur l'amélioration de la productivité.<sup>37</sup>

Cela signifie soit créer des emplois à plus forte valeur ajoutée ou trouver un moyen d'augmenter le taux de productivité et la plus-value des emplois existants. Dans tous les cas, cela passe par la stimulation de l'investissement privé. Le défi devient encore plus important considérant la récession en vue.

Il est important de noter que les subventions – directes ou indirectes – ne sont pas l'outil le plus efficace dont les gouvernements disposent afin d'attirer des entreprises et aider à la création de nouveaux emplois. Lorsque les chefs d'entreprise choisissent où relocaliser ou étendre leurs activités, ils ont tendance à se préoccuper davantage de la rentabilité à long terme que de la disponibilité de subventions ponctuelles.<sup>38</sup>

D'autres facteurs tels le fardeau réglementaire, le niveau d'éducation de la main-d'œuvre, la disponibilité d'infrastructures de transport et l'accès aux marchés ont un bien plus grand impact dans une décision d'investissement qu'une offre de subvention ponctuelle aux frais des contribuables.<sup>39</sup> Les subventions sont en quelque sorte la cerise sur le sundae pour les entrepreneurs ayant déjà réalisé une analyse coût-bénéfice quant aux divers endroits viables où réaliser leurs projets.

La recherche économique réalisée aux États-Unis n'a trouvé aucune relation statistiquement significative entre les subventions aux entreprises et la croissance économique ou les niveaux de PIB per capita.<sup>40</sup> Ce qui est clair, en revanche, est que le taux d'impôt sur le revenu des entreprises, comparé aux juridictions voisines et concurrentes affecte la productivité d'une entreprise et, ultimement, sa rentabilité et sa vitesse de croissance.<sup>41</sup>

Avoir des taux d'imposition compétitifs permet d'attirer de nouvelles entreprises et les investissements directs qui y sont associés.<sup>42</sup> De surcroît, des taux d'imposition plus bas réduisent le coût du capital pour les créateurs d'emploi, permettant d'accroître leur capacité à réinvestir dans la croissance de leurs entreprises.<sup>43</sup>

---

<sup>37</sup> [http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Autres/fr/RapportPreelectoralFR\\_2022.pdf](http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Autres/fr/RapportPreelectoralFR_2022.pdf)

<sup>38</sup> [https://www.mercatus.org/system/files/farren\\_and\\_philpot\\_-\\_policy\\_brief\\_-\\_amazon\\_hq2\\_the\\_story\\_so\\_far\\_-\\_v1.pdf](https://www.mercatus.org/system/files/farren_and_philpot_-_policy_brief_-_amazon_hq2_the_story_so_far_-_v1.pdf)

<sup>39</sup> <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/cohen-1.pdf>

<sup>40</sup> <https://medium.com/concentrated-benefits/florida-man-seeks-a-quarter-of-a-billion-dollars-6bb6fe36a96e>

<sup>41</sup> <https://www.oecd.org/mena/competitiveness/41997578.pdf>

<sup>42</sup> <https://www.oecd.org/mena/competitiveness/41997578.pdf>

<sup>43</sup> [https://files.taxfoundation.org/legacy/docs/TaxFoundation\\_FF477.pdf](https://files.taxfoundation.org/legacy/docs/TaxFoundation_FF477.pdf)

<b>Taux général d'imposition des sociétés dans les grandes provinces</b>	
<b>Juridiction</b>	<b>Taux général</b>
Colombie-Britannique	12,0%
Québec	11,5%
Ontario	11,5%
<b>Moyenne des grandes provinces</b>	<b>10,8%</b>
Alberta	8,0%

Source : Sites web des gouvernements provinciaux

Le premier ministre François Legault a répété lors de son discours d'ouverture de la 43<sup>e</sup> législature d'ouverture que rattraper l'écart de richesse entre le Québec et l'Ontario faisait toujours partie de ses priorités.

À l'approche d'une récession qui menace de ralentir considérablement l'économie du Québec, il est impératif que le gouvernement mette de l'avant une stratégie afin de soutenir la productivité des entreprises.

Le taux d'impôt corporatif québécois se situant au même niveau que le taux prévalant en Ontario, il est clair qu'il n'aide pas à effectuer ce rattrapage, mais bien à maintenir l'écart existant.

Remplacer les subventions directes et indirectes aux entreprises par des baisses de l'impôt corporatif, de façon neutre monétairement procurerait un autre avantage, soit celui de réduire les distorsions économiques associées aux mesures financières ciblées.<sup>44</sup>

La relance économique québécoise et son rattrapage avec l'Ontario ne doivent pas reposer sur les espoirs de croissance de quelques secteurs ciblés mais bien sur la croissance de chaque secteur de son économie, ainsi que la création d'emplois bien rémunérés qui y est associée.

Selon nos calculs, éliminer les subventions aux entreprises permettrait aux contribuables d'épargner 4 milliards de dollars en se basant sur les comptes publics 2021-2022.<sup>45,46</sup>

Afin de s'assurer que cette épargne puisse contribuer à stimuler l'économie québécoise, nous recommandons qu'elle soit accompagnée par une réduction équivalente de l'impôt sur le revenu des sociétés. Cela représenterait une diminution de 1,9 points du taux applicable pour les petites entreprises et de 4,9 points du taux général.<sup>47</sup> Il est important de noter que cela ferait du Québec la province avec le taux d'impôt des sociétés le plus attrayant au Canada.

<sup>44</sup>[https://www.jec.senate.gov/public/\\_cache/files/fe2eafaa-f355-462f-b515-15ad4a8f5e74/the-inefficiency-of-targeted-tax-policies-april-1997.pdf](https://www.jec.senate.gov/public/_cache/files/fe2eafaa-f355-462f-b515-15ad4a8f5e74/the-inefficiency-of-targeted-tax-policies-april-1997.pdf)

<sup>45</sup> [http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR\\_vol1-2021-2022.pdf](http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol1-2021-2022.pdf)

<sup>46</sup> [http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR\\_vol2-2021-2022.pdf](http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol2-2021-2022.pdf)

<sup>47</sup><https://www.revenuquebec.ca/fr/entreprises/impots/impot-des-societes/declaration-de-revenus-des-societes/calcul-de-limpot-sur-le-revenu-dune-societe/>

## Réduction des dépenses

### Identifier les sources d'épargne potentielles dans les opérations gouvernementales

Un haut niveau de dette gouvernementale et des projections de déficits à long terme peuvent avoir un effet néfaste sur une économie. Des économistes s'étant penchés sur la question ont conclu que, plus le niveau de dette est élevé – surtout lorsque la dette brute dépasse les 75 à 100 pour cent du PIB – moins le niveau de croissance sera élevé.<sup>48,49,50</sup>

C'est inquiétant dans le contexte canadien où la dette brute des administrations publique était équivalente à 127 pour cent du PIB au troisième trimestre de 2022.<sup>51</sup> À de tels niveaux, la dette gouvernementale élevée est un boulet pour notre économie, se traduisant par moins d'emplois, une croissance plus faible des salaires et un marché local qui n'est pas en mesure d'atteindre son plein potentiel.

Le Québec n'est pas exempt de ce problème. Selon les estimations du gouvernement, la dette brute de l'administration provinciale équivaudra à 40 pour cent<sup>52</sup> de l'économie de la province au 31 mars 2023. En y ajoutant les dettes des administrations locales et fédérales, on atteint rapidement un niveau d'endettement qui a un effet préjudiciable sur la croissance.

Outre son impact économique négatif, la dette du Québec coûte cher aux contribuables. Le gouvernement estime que les paiements d'intérêts sur la dette coûteront 10,5 milliards<sup>53</sup> de dollars cette année – une augmentation d'environ deux milliards par rapport à 2020-21.

Considérant les 236 milliards<sup>54</sup> de dollars de dette directe du gouvernement, une augmentation d'un point de pourcentage des taux d'intérêts mènerait à une augmentation de 2,3 milliards de dollars des paiements d'intérêts annuels du gouvernement. Le gouvernement ne dispose pas de telles réserves et il est improbable que la situation ne change bientôt.

Selon les prévisions de la *Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke*, la croissance des revenus du gouvernement sera de 0,2 points de pourcentage inférieure<sup>55</sup> à la croissance des dépenses au cours des 20 prochaines années.

---

<sup>48</sup>[https://www.mercatus.org/system/files/de\\_rugy\\_and\\_salmon\\_-\\_policy\\_brief\\_-\\_debt\\_and\\_growth\\_a\\_decade\\_of\\_studies\\_-\\_v1.pdf](https://www.mercatus.org/system/files/de_rugy_and_salmon_-_policy_brief_-_debt_and_growth_a_decade_of_studies_-_v1.pdf)

<sup>49</sup> <https://publications.iadb.org/publications/english/document/Government-Debt-and-Economic-Growth.pdf>

<sup>50</sup> <https://www.cairn.info/revue-economique-2011-6-page-1015.htm>

<sup>51</sup> <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/cv.action?pid=3810023701>

<sup>52</sup>

[http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget\\_et\\_mise\\_a\\_jour/maj/documents/AUTFR\\_lepointDec2022.pdf#page=118](http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/maj/documents/AUTFR_lepointDec2022.pdf#page=118)

<sup>53</sup>

[http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget\\_et\\_mise\\_a\\_jour/maj/documents/AUTFR\\_lepointDec2022.pdf#page=137](http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/maj/documents/AUTFR_lepointDec2022.pdf#page=137)

<sup>54</sup>

[http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget\\_et\\_mise\\_a\\_jour/maj/documents/AUTFR\\_lepointDec2022.pdf#page=171](http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/maj/documents/AUTFR_lepointDec2022.pdf#page=171)

<sup>55</sup>[https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/06/cahier\\_2021-07\\_soutenabilite\\_Final\\_avec-addenda.pdf](https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/06/cahier_2021-07_soutenabilite_Final_avec-addenda.pdf)

Cela se solderait par un déficit de 17 milliards de dollars en 2041, équivalent à 1,8 pour cent du PIB.<sup>56</sup> Selon ces mêmes prévisions, le coût des paiements d'intérêts sur la dette augmenterait de 61 pour cent au cours de la même période.

Résorber un écart budgétaire à 1,8 pour cent du PIB représente un effort de 8,9 milliards<sup>57</sup> de dollars selon les prévisions économiques de 2022. Plus le gouvernement s'attaque rapidement à cet écart budgétaire, moins les impacts économiques et plus les frais d'intérêts seront bas au cours des prochaines années.

Il est clair que le Québec doit maintenir sa dette sous contrôle. La meilleure façon de le faire est de réduire les dépenses.

Des économistes se sont penchés sur les divers types de stratégie employées par les gouvernements pour revenir à l'équilibre budgétaire et l'effet qu'elles ont eu sur l'économie locale. Leurs recherches ont démontré que les plans basés sur la réduction des dépenses ont un impact économique plus positif que ceux basés sur l'augmentation des taxes et impôts.<sup>58,59,60</sup>

Dans certains cas, tels le Canada et l'Espagne dans les années 1990, les efforts pour revenir à l'équilibre budgétaire basés principalement sur la réduction des dépenses auraient mené à une croissance économique plus robuste.<sup>61</sup> Ces plans permettent de rassurer les investisseurs quant au risque de voir leurs factures de taxes et d'impôts augmenter soudainement pour couvrir les dépenses excédentaires du gouvernement.

Dans cet esprit, la série de recommandations qui suit suggère au gouvernement du Québec de réduire les dépenses dans certains secteurs, ainsi qu'un nombre d'outils permettant d'identifier des sources d'épargne pour équilibrer le budget, réduire la dette et financer des baisses de taxes et d'impôts pour stimuler l'économie locale.

---

<sup>56</sup>[https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/06/cahier\\_2021-07\\_soutenabilite\\_Final\\_avec-addenda.pdf](https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/06/cahier_2021-07_soutenabilite_Final_avec-addenda.pdf)

<sup>57</sup>[https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/06/cahier\\_2021-07\\_soutenabilite\\_Final\\_avec-addenda.pdf](https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/06/cahier_2021-07_soutenabilite_Final_avec-addenda.pdf)

<sup>58</sup> <https://www.nber.org/system/files/chapters/c10973/c10973.pdf>

<sup>59</sup> <https://www.econstor.eu/dspace/bitstream/10419/106147/1/815406657.pdf>

<sup>60</sup> [https://www.mercatus.org/system/files/deRugy\\_RelativeEffects\\_v1.pdf](https://www.mercatus.org/system/files/deRugy_RelativeEffects_v1.pdf)

<sup>61</sup> [https://www.researchgate.net/publication/338269692\\_Austerity\\_When\\_It\\_Works\\_and\\_When\\_It\\_Doesn't](https://www.researchgate.net/publication/338269692_Austerity_When_It_Works_and_When_It_Doesn't)

## Restructurer l'appareil gouvernemental québécois afin de ramener le niveau des effectifs à celui pré-pandémique

### Épargne estimée : 7,0 milliards de dollars

Lors des élections provinciales de 2018, le Premier ministre François Legault promettait aux Québécois et Québécoises d'éliminer 5 000 postes de fonctionnaires, soit l'équivalent d'un pour cent des employés de l'État.<sup>62</sup>

Lors de l'entrée en poste du gouvernement actuel en 2018, le gouvernement employait un total de 499 074 équivalents temps complet.<sup>63</sup> Selon son plus récent budget, le gouvernement estime qu'un total de 560 445 équivalents temps complet étaient employés par l'État québécois en date du 31 mars 2022.<sup>64</sup>

Il est clair que la promesse de réduction promise de 5 000 fonctionnaires a été reléguée aux oubliettes.

Finalement, le gouvernement compte aujourd'hui 61 371 employés de plus qu'en 2018.

Sur l'augmentation réalisée, plus de 45 pour cent des nouveaux postes sont des employés de bureau. Six pour cent sont des cadres.

Le personnel infirmier ne représente que 13 pour cent de cette augmentation. Le personnel enseignant, lui, n'en représente que 5,6 pour cent.

L'accroissement de la taille de l'État au cours des dernières années n'en est pas un des premières lignes dans les systèmes de santé et d'éducation, mais bien un du personnel de bureau.

Comme le disait le premier ministre il y a quelques années<sup>65</sup> : « C'est de la bureaucratie. Ce sont des gens qui écrivent des rapports à d'autres gens qui écrivent des rapports, qui finalement mettent en application les budgets étiquetés de façon détaillée par les ministres à Québec. »

---

*« C'est de la bureaucratie. Ce sont des gens qui écrivent des rapports à d'autres gens qui écrivent des rapports, qui finalement mettent en application les budgets étiquetés de façon détaillée par les ministres à Québec. » - François Legault, Premier ministre du Québec*

---

<sup>62</sup><https://www.lapresse.ca/actualites/elections-quebec-2018/201808/28/01-5194447-la-caq-veut-couper-5000-postes-dans-la-fonction-publique.php>

<sup>63</sup>[https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget\\_depenses/21-22/1-Strategie\\_de\\_gestion\\_des\\_depenses\\_et\\_renseignements\\_supplementaires.pdf](https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/21-22/1-Strategie_de_gestion_des_depenses_et_renseignements_supplementaires.pdf)

<sup>64</sup> [https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget\\_depenses/22-23/1-Strategie\\_gestion\\_depenses.pdf](https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/22-23/1-Strategie_gestion_depenses.pdf)

<sup>65</sup><https://www.lapresse.ca/actualites/elections-quebec-2018/201808/28/01-5194447-la-caq-veut-couper-5000-postes-dans-la-fonction-publique.php>

Nonobstant la promesse rompue du parti gouvernemental, tout effort de rétablissement de l'équilibre budgétaire et d'élimination du déficit structurel qui ignorait la plus grande source de dépenses gouvernementales nécessiterait des réductions très sévères dans les services de première ligne.

Dans un souci de gain de productivité, il est temps pour le gouvernement de revoir à la baisse ses effectifs et de réduire en visant un niveau d'effectif pré-pandémique .

Au cours de l'année 2022-23, le gouvernement a dépensé 57 milliards de dollars pour rémunérer ses employés.<sup>66</sup> Cela représentera en 2023-24 près de 43 pour cent<sup>67</sup> des dépenses de portefeuilles et 40 pour cent des dépenses totales du gouvernement.

Aucune autre composante individuelle du budget n'atteint un niveau comparable.

Réduire la taille de l'effectif gouvernemental par rapport au niveau pré-pandémique, soit celui observé lors de l'exercice financier 2020-2021, permettrait aux contribuables d'économiser 7,0 milliards de dollars sur une base annuelle.

Il est aussi important de noter que, dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, l'augmentation rapide de la taille de l'État québécois contribue à aggraver la crise.

Selon les données de Statistique Canada, le Québec comptait 246 230 postes vacants à la fin du troisième trimestre de 2022.<sup>68</sup>

Réduire la taille des effectifs gouvernementaux par rapport au niveau pré-pandémique 2020-2021 permettrait de libérer 49 790 travailleurs et travailleuses,<sup>69</sup> équivalent à 20 pour cent<sup>70</sup> des besoins en main-d'œuvre du marché québécois.

Nous reconnaissons qu'une telle réduction ne peut s'effectuer du jour au lendemain. Qui plus est, simplement éliminer un grand nombre de postes, sans revoir la structure d'une organisation, mène inévitablement vers un regain de croissance des effectifs dès la fin du processus de rationalisation des effectifs.

L'élimination des postes par attrition, considérant les départs à la retraite, devrait être préconisée.

Dans une optique de retour à l'équilibre budgétaire, de réalisation de gains d'efficacité, de lutte contre la pénurie de main d'œuvre et de respect de ses engagements envers les Québécois et Québécoises, le gouvernement doit effectuer une restructuration de son appareil administratif dans l'optique de ramener ses effectifs au niveau pré-pandémique. À terme, cela permettrait aux contribuables

---

<sup>66</sup> [https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget\\_depenses/22-23/1-Strategie\\_gestion\\_depenses.pdf](https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/22-23/1-Strategie_gestion_depenses.pdf)

<sup>67</sup>

[http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget\\_et\\_mise\\_a\\_jour/maj/documents/AUTFR\\_lepointDec2022.pdf#page=150](http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/maj/documents/AUTFR_lepointDec2022.pdf#page=150)

<sup>68</sup> <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=1410032501>

<sup>69</sup> [https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget\\_depenses/22-23/1-Strategie\\_gestion\\_depenses.pdf#page=31](https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/22-23/1-Strategie_gestion_depenses.pdf#page=31)

<sup>70</sup> <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=1410032501>

d'épargner 7,0 milliards de dollars par année, en fonction du niveau de dépenses de l'année budgétaire 2020-2021.<sup>71</sup>

## Ne pas implanter la taxe kilométrique

### Épargne estimée : Inconnue

Les automobilistes québécois sont parmi les plus taxés à la pompe en Amérique du Nord, et la Fédération canadienne des contribuables s'oppose à l'ajout d'une taxe imposée en fonction des kilomètres parcourus, ou taxe kilométrique.

Au lendemain d'une élection où le coût de la vie était au centre des débats, les Québécois ont appris que deux ministères, celui des [Transports](#) et celui de [l'Énergie](#), envisagent l'instauration d'une taxe kilométrique.

Au courant du même mois, nous apprenons que la [Communauté métropolitaine de Montréal](#) voulait déployer un projet pilote pour la taxe kilométrique dès 2023. La métropole s'inspire de la Belgique, qui taxe les véhicules lourds au moindre kilomètre depuis 2016.

Pourtant, en Belgique, la taxe n'a pas été mise en œuvre sans conséquences négatives.

La Fédération de l'industrie alimentaire belge (FEVIA) a calculé que la taxe kilométrique représentait une charge additionnelle de [15 millions d'euros](#) (20,1 millions en dollars canadiens) par an à l'industrie alimentaire belge. À l'instar des autres taxes, la taxe kilométrique est refilée aux familles à l'épicerie. Un tel scénario pourrait se produire ici également.

D'autre part, le scientifique en chef du Québec a indiqué que l'instauration de la taxe kilométrique ne serait hypothétiquement possible que grâce à l'installation d'un transpondeur, [avec ou sans GPS](#), à bord de tous les véhicules motorisés.

La tarification pourrait ainsi varier en fonction de l'utilisation et de la distance parcourue.

Alternativement, des caméras intelligentes seraient installées sur l'ensemble du réseau routier afin de surveiller la circulation en fonction des plaques d'immatriculations. Un système de surveillance aussi massif aura un coût énorme pour les finances publiques et ne manquera pas de soulever d'importants enjeux concernant la protection de la vie privée.

Les Québécois sont déjà parmi les plus taxés de l'OCDE. La dernière chose dont ils ont besoin est un

---

<sup>71</sup>[https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget\\_depenses/21-22/1-Strategie\\_de\\_gestion\\_des\\_depenses\\_et\\_renseignements\\_supplementaires.pdf](https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/21-22/1-Strategie_de_gestion_des_depenses_et_renseignements_supplementaires.pdf)



gouvernement qui les traque et les taxe à chaque kilomètre. Nous profitons de cette opportunité pour demander au ministre des Finances de ne pas s'engager en ce sens.

## Passer en revue les programmes gouvernementaux avec la réduction des dépenses comme objectif

### Épargne estimée : Inconnue

Un dicton veut que la bureaucratie croisse pour répondre aux besoins croissants de la bureaucratie.

Depuis que le gouvernement du Québec a complété la dernière révision globale de ses programmes, en août 2015, les dépenses de portefeuille, outre celles liées à la COVID-19, ont augmenté de 43,6 milliards de dollars, ou 48 pour cent.<sup>7273</sup>

	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23
<b>Dépenses de portefeuille</b>	89,7\$	94,2\$	97,7\$	106,7\$	105,7\$	118,1\$	133,3\$

Source : Gouvernement du Québec, ministère des Finances, tous les chiffres sont en milliards.

Dans le cadre de ses efforts pour revenir à l'équilibre budgétaire dans les années 90, le gouvernement du Premier ministre Jean-Chrétien a identifié les meilleures pratiques pour effectuer une révision des programmes. La révision était exhaustive, et appliquait six tests<sup>74</sup> à chaque dépense :

1. Est-ce que cela sert l'intérêt public?
2. Est-ce que l'implication gouvernementale est nécessaire?
3. Est-ce un rôle approprié pour ce palier gouvernemental?
4. Est-ce qu'un partenariat public-privé est possible / désirable?
5. Est-ce qu'il y a un moyen d'être plus efficient?
6. Est-ce que les contribuables ont les moyens de se payer ces dépenses?

L'épargne identifiée grâce à ce processus a mené à 9,8 milliards de dollars de réduction de dépenses, équivalent à 18,9 pour cent<sup>75</sup> des dépenses fédérales de l'époque.

<sup>72</sup> [https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/finances/publications-adm/CPTFR\\_vol1-2016-2017.pdf?1581608222](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/finances/publications-adm/CPTFR_vol1-2016-2017.pdf?1581608222)

<sup>73</sup> [http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget\\_et\\_mise\\_a\\_jour/maj/documents/AUTFR\\_lepointDec2022.pdf#page=26](http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/maj/documents/AUTFR_lepointDec2022.pdf#page=26)

<sup>74</sup> [https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/MLI-Anglosphere-CanadaPaper\\_Web\\_F.pdf](https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/MLI-Anglosphere-CanadaPaper_Web_F.pdf)

<sup>75</sup> [https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/MLI-Anglosphere-CanadaPaper\\_Web\\_F.pdf](https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/MLI-Anglosphere-CanadaPaper_Web_F.pdf)

Le processus de révision des programmes a permis au gouvernement fédéral d'équilibrer le budget en 1997-98 et de rembourser plus de 100 milliards de dollars<sup>76</sup> de dette avant la crise financière de 2008. Cela a réduit la proportion des revenus d'impôts servant à couvrir les paiements d'intérêts sur la dette de 30 pour cent en 1996-97 à 13 pour cent en 2008-09.<sup>77</sup>

Ces épargnes ont aussi permis d'offrir un important répit aux contribuables, réduisant la TPS, les impôts des entreprises et ceux des particuliers, et permettant la mise en place du CÉLI comme véhicule pour stimuler l'épargne des ménages.<sup>78</sup>

En ce moment, le gouvernement prévoit que sa dette atteindra 203,7 milliards de dollars<sup>79</sup> d'ici mars 2022. Les paiements d'intérêts coûteront 9,3 milliards<sup>80</sup> de dollars aux contribuables québécois cette année.

Considérant la forte inflation à laquelle le Québec est confronté<sup>81</sup> et les multiples hausses des taux d'intérêts de la Banque du Canada, il est clair que les paiements d'intérêts seront appelés à augmenter prochainement.

Le gouvernement du Québec doit effectuer une révision des programmes, avec pour objectif la réduction des dépenses, afin de rendre ses finances viables sur le long terme, en utilisant les six tests développés par le gouvernement fédéral dans les années 90. Cela aidera la province à résorber son écart budgétaire à long terme de 8,9 milliards de dollars.<sup>82</sup>

---

<sup>76</sup> [http://www.rbc.com/economics/economic-reports/pdf/canadian-fiscal/prov\\_fiscal.pdf](http://www.rbc.com/economics/economic-reports/pdf/canadian-fiscal/prov_fiscal.pdf)

<sup>77</sup> [https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/MLI-Anglosphere-CanadaPaper\\_Web\\_F.pdf](https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/MLI-Anglosphere-CanadaPaper_Web_F.pdf)

<sup>78</sup> [https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/MLI-Anglosphere-CanadaPaper\\_Web\\_F.pdf](https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/MLI-Anglosphere-CanadaPaper_Web_F.pdf)

<sup>79</sup>

[http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget\\_et\\_mise\\_a\\_jour/maj/documents/AUTFR\\_lepointDec2022.pdf#page=178](http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/maj/documents/AUTFR_lepointDec2022.pdf#page=178)

<sup>80</sup>

[http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget\\_et\\_mise\\_a\\_jour/maj/documents/AUTFR\\_lepointDec2022.pdf#page=116](http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/maj/documents/AUTFR_lepointDec2022.pdf#page=116)

<sup>81</sup><https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221116/dq221116a-fra.htm>

<sup>82</sup>[https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/06/cahier\\_2021-07\\_soutenabilite\\_Final\\_avec-addenda.pdf](https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/06/cahier_2021-07_soutenabilite_Final_avec-addenda.pdf)

## Conclusion

La situation budgétaire du Québec demeure une source d'inquiétude. Malgré les surplus pré pandémiques, la situation financière à long terme du gouvernement demeure insoutenable. Il existe un écart de 8,9 milliards de dollars<sup>83</sup> entre le niveau de dépenses actuel et le niveau viable à long terme.

En plus d'une inflation galopante, le Québec est menacé par une récession qui risque de ralentir fortement sa croissance économique au courant des prochaines années. Afin d'accorder un répit aux contribuables qui feront face aux turbulences économiques, le gouvernement doit réduire ses dépenses.

Considérant que la rémunération des employés représente 44 sous<sup>84</sup> sur chaque dollar que le gouvernement du Québec dépense, il est nécessaire de réduire les dépenses de rémunération pour résorber cet écart. Ramener les effectifs à un niveau pré-pandémique permettra au gouvernement de réaliser des économies substantielles.

Réviser le mode de calcul des comparatifs de rémunération de l'Institut de la statistique du Québec permettra aussi de donner un meilleur aperçu du traitement des employés du gouvernement par rapport à celui des travailleurs occupant des postes équivalents dans le secteur privé. L'implantation d'une liste de la transparence salariale, quant à elle, permettra aux contribuables québécois de savoir ce pour quoi ils paient.

Pour combler son écart budgétaire à long terme et mettre fin à son déficit structurel, le gouvernement du Québec doit identifier des sources d'économie dans l'appareil gouvernemental. Mener un exercice de révision des programmes, avec pour objectif la réduction des dépenses, permettra d'identifier des sources d'épargne.

Le gouvernement doit aussi éviter de s'aventurer avec les subventions aux entreprises, que ce soit pour des dirigeables ou pour la fonderie d'une multinationale à Rouyn-Noranda. Les économistes universitaires sont quasi-unanimes sur le fait que ces subventions sont un mauvais usage de l'argent des contribuables. Éviter celles-ci permettra au gouvernement d'éviter un accroissement improductif de sa dette.

Afin d'aider l'économie de la province à croître davantage, le gouvernement doit aider à faire du Québec un lieu attirant pour l'investissement dans tous les secteurs en remplaçant les subventions aux entreprises par des baisses d'impôt.

La recherche économique est claire sur le lien positif entre le revenu disponible et la croissance économique. C'est dans ce contexte que nous recommandons au gouvernement de réduire l'impôt sur le revenu des Québécois et Québécoises afin de hausser le revenu disponible des ménages et accroître leur capacité à dépenser et investir dans les entreprises locales.

---

<sup>83</sup>[https://cffp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/06/cahier\\_2021-07\\_soutenabilite\\_Final\\_avec-addenda.pdf](https://cffp.recherche.usherbrooke.ca/wp-content/uploads/2021/06/cahier_2021-07_soutenabilite_Final_avec-addenda.pdf)

<sup>84</sup> [http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2021-2022/fr/documents/PlanBudgetaire\\_2122.pdf](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2021-2022/fr/documents/PlanBudgetaire_2122.pdf)

Les mesures proposées dans ce mémoire remettront 6 milliards de dollars dans les poches des contribuables québécois et aideront à épargner 11 milliards de dollars par année. Cela améliorerait la situation financière de la province par 5 milliards de dollars pour l'année 2023.